

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 26/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE LAGAE PEINTURES S.A.S

125-127 avenue Victor HUGO
93300 Aubervilliers

Références : /
Code AIOT : 0007406180

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement SOCIETE LAGAE PEINTURES S.A.S implanté 125 AVENUE VICTOR HUGO 93300 Aubervilliers. L'inspection a été annoncée le 04/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE LAGAE PEINTURES S.A.S
- 125 AVENUE VICTOR HUGO 93300 Aubervilliers
- Code AIOT : 0007406180
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAGAE est autorisée pour la fabrication de peinture avec bénéfice des droits acquis. Les activités sont réparties sur 2 bâtiments, un bâtiment pour le stockage des produits finis et un bâtiment pour la fabrication.

Pour la fabrication des peintures, de manière générale, l'opérateur remplit sa cuve de matières premières liquides (eau, résines..) avec une agitation à petite vitesse, rajoute manuellement les produits pulvérulents minéraux (oxyde de titane, etc.) et homogénéise le mélange à grande vitesse. L'activité du site consiste à mélanger différents produits achetés auprès de fournisseurs de produits

chimiques afin d'obtenir des peintures principalement utilisées dans le secteur du bâtiment. L'activité de mélange de produits correspond à une activité de formulation, dans le sens où aucune réaction chimique n'est mise en œuvre. Il ne s'agit donc pas de fabrication au sens de l'article 3.9 de REACH.

Par ailleurs, il n'y a plus de produits inflammables sur le site en dehors d'un petit stock destiné à des formulations spécifiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau
- Air
- Risque accidentel
- Prévention de la pollution des cours d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prélèvements et consommation d'eau.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Pollution de l'air.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26	/	Sans objet
3	Déchets.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 44	/	Sans objet
4	Etat des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
5	Consignes d'exploitation et de sécurité.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
7	Eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	/	Sans objet
8	Déchets.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement identique à ce qui avait été vu lors de la précédente inspection.

Les points faisant l'objet de suites sont les suivants :

- Des plans indiquant les différentes zones d'activité du site sont bien présents. En revanche ces derniers ne comportent pas les zones de stockage de produits dangereux ainsi que le danger associé.
- Tous les récipients mobiles ne sont pas placés sur rétentions. En effet, une zone est dédiée au stockage des produits nécessaires au process (des dizaines de cuves de 1m3 empilées), mais aucune cuve n'est placée sur rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements et consommation d'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site dispose vraisemblablement d'un dispositif de mesure totaliseur qui n'a pas été constaté. Le jour de la visite, l'exploitant a présenté ses factures de consommation d'eau. Ces factures font état d'une consommation moyenne entre 120 et 150m3 d'eau par trimestre via le réseau d'eau potable public. Cette consommation est principalement due à l'eau utilisée pour la fabrication de peinture. (20% d'eau dans la peinture pour une production en moyenne de 14 tonnes par jour.) L'exploitant ne réalise pas de relevé hebdomadaire de sa consommation d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Pollution de l'air.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, Notamment en optimisant l'efficacité énergétique.
Constats : Le site dispose de systèmes d'aspiration et de filtres afin d'assainir les rejets. Ces installations ont été vérifiées par VERITAS le 11/10/23. Le rapport de contrôle conclue à des résultats satisfaisants bien que quelques trous aient été repérés dans des conduits. Ces défauts sont en cours de traitement. Il convient de procéder à la réparation des conduits d'évacuation des rejets atmosphériques.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets produits.
Constats : L'exploitant dispose de procédures pour nettoyer les filtres de ses installations. Chaque type de déchet est éliminé dans une filière adaptée (Paprec pour le papier, collecte communale pour le plastique et par SPRO pour les déchets "contaminés")
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Etat des matières stockées.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Un état des matières stockées est bien présent sur site. Cet état des stocks est réalisé de façon journalière. Les fiches de données de sécurité sont accessibles de façon électroniques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consignes d'exploitation et de sécurité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de

leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.
<p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; - l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>Les consignes de sécurité cités dans l'article en objet sont bien affichées sur le site, à différents endroits et adaptées en fonction de l'activité concernée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Documents de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Plans des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans, en particulier, pour les installations concernées ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; - le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ; - le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; - le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ; - le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ; - Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>Des plans indiquant les différentes zones d'activité du site sont bien présents. En revanche ces derniers ne comportent pas les zones de stockage de produits dangereux ainsi que le danger associé.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de demander à l'exploitant de réaliser et transmettre des plans conformes sous 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de traitement des eaux pluviales

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site consiste en un bâtiment fermé et ne dispose pas de voies de circulation. Sa forme en cuvette ne permet pas d'écoulement vers l'extérieur</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Déchets.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets produits sont stockés dans des bennes ou dans des sacs selon leurs caractéristiques. D'autres comme les résidus des filtres sont directement réutilisés dans le process de fabrication.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Capacité des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est

inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Tous les récipients mobiles ne sont pas placés sur rétentions. En effet, une zone est dédiée au stockage des produits nécessaires au process (des dizaines de cuves de 1m3 empilées), mais aucune cuve n'est placée sur rétention.</p> <p>Une simple obturation des réseaux de collecte en cas de déversement accidentel n'est pas une mesure suffisante pour répondre à ce manque de rétentions.</p> <p>L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis de demander à l'exploitant de justifier, sous 2 mois, de la mise sur rétention de l'intégralité des cuves et produits pouvant être dangereux pour l'environnement et de fournir, sous 15 jours, un échéancier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription,
Proposition de délais : 2 mois et 15 jours